



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
477, Bld de la Dollée  
CS 70271  
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 18/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PALM PACKAGING SAINT-AMAND**

35 AV DE LA GARE  
ST AMAND  
50160 Saint-Amand-Villages

Références : 2025-672  
Code AIOT : 0005301604

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement PALM PACKAGING SAINT-AMAND implanté 35 AV DE LA GARE ST AMAND 50160 Saint-Amand-Villages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervint dans le cadre du suivi de l'établissement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PALM PACKAGING SAINT-AMAND
- 35 AV DE LA GARE ST AMAND 50160 Saint-Amand-Villages
- Code AIOT : 0005301604

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

I.Paper est un établissement de fabrication d'emballages en papier/carton.

### Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/07/2023, article L181-15 et R181-47	Demande d'action corrective	1 mois
3	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/07/2023, article R512-46-4 8°	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	DECI	Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article P 22	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	Code de l'environnement du 05/12/2025, article L516-1 et R516-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'action conjointe de PALM Packaging et des services de l'Etat doit conduire à la remise en état de la réserve d'eau extérieure publique d'eaux d'extinction.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/07/2023, article L181-15 et R181-47
<b>Thème(s) :</b> Autre, changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article L181-15 Le changement de bénéficiaire de l'autorisation environnementale est subordonné à une déclaration auprès de l'autorité administrative compétente ou à une autorisation de celle-ci, dans les cas et les conditions fixés par le décret prévu à l'article L. 181-32.

Article R181-47 I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.
<b>Constats :</b>  La cartonnerie de Saint Amand village a été régulièrement autorisée par arrêté préfectoral de mai 1984, et est actuellement réglementée par arrêté préfectoral de juin 1995 modifié en dernier lieu en juin 2011, dont le bénéficiaire est la société International Paper.  Reprise en juillet 2025, l'installation est actuellement exploitée au nom de SAS PALM Packaging.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sauf si déjà adressée, la déclaration de changement d'exploitant en question, doit être adressée sous 1 mois au préfet de la Manche.  En lien avec le point 2 ci-dessous, il n'y a plus besoin de justifier de la constitution de garanties financières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/12/2025, article L516-1 et R516-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exigibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article L.516-1 La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations mentionnées aux articles L.229-32 et L.515-36, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières.
<b>Constats :</b>  En raison de la modification des dispositions de l'article L.516-1 du code de l'environnement, en octobre 2023, l'établissement n'est plus soumis à l'obligation de constitution de garanties financières.  L'arrêté préfectoral n°19-158 du 13 septembre 2019 prescrivant à l'établissement la constitution de telles garanties devient sans objet.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 3 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/07/2023, article R512-46-4 8°
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rubrique 2445
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du présent titre, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions ;
<b>Constats :</b>  L'établissement a été régulièrement autorisé par divers arrêtés préfectoraux à exercer une activité de transformation du carton, relevant antérieurement du régime de l'autorisation de la rubrique 2445 de la nomenclature des installations classées.  Cette rubrique ayant été modifiée par décret du 2 décembre 2021, le classement de cette activité de transformation du carton relève désormais du régime de l'enregistrement, et le document dont il est question dans la prescription ci-dessus, fait défaut dans le dossier administratif de la société.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  PALM Packaging adressera à l'inspection, sous 6 mois, le document justifiant du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/12/21 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 4 : DECI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2017, article P 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve d'eaux d'extinction extérieure
<b>Prescription contrôlée :</b>  Entretien et maintenance Les différents points d'eau incendie sont maintenus en bon état de fonctionnement afin de garantir aux sapeurs-pompiers une utilisation optimale et permanente. Les contrôles techniques périodiques ainsi que les maintenances préventives et correctives sont à la charge du service public de DECI ou des propriétaires privés qui peuvent conventionner avec un prestataire de service.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté lors de l'inspection que l'état de la réserve d'eau incendie publique de la ZA de la Détourbe s'est encore dégradé. La capacité initiale de 1000 m<sup>3</sup> de la réserve s'en trouve fortement diminuée, sans que celle-ci puisse être remise à niveau du fait des dégradations.</p> <p>Or, cette réserve incendie fait partie de l'inventaire des moyens d'extinction énumérés dans l'étude des dangers de l'établissement PALM Packaging, comme moyens de défense contre l'incendie pour toute la zone artisanale.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En parallèle des actions menées conjointement par l'inspection et le SDIS 50, PALM Packaging est invitée à se rapprocher des services concernés de la commune de St Amand, comme de l'EPCI St-Lô Agglo, pour les informer que cette situation, en porte-à-faux avec l'arrêté préfectoral DECI de 2017 applicable au département de la Manche, pourrait leur être préjudiciable.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>